

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Alice GUILLOUX

Dossier n° N° RG 21/00268 - N° Portalis DBYB-W-B7F-NA7X
Minute n° : 21/00065

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE PREMIÈRE DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 09 Mars 2021 à 10 H 24.

Nous, Alice GUILLOUX, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français sans délai et fixant pays de renvoi émis par le préfet des Pyrénées-Atlantiques le 6 mars 2021 à l'encontre de X se disant [REDACTED] ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par M. LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES le 06 Mars 2021 à l'encontre de :

M. X se disant [REDACTED]
né le 16 Octobre 1984 à KINSHASA (CONGO)
se déclarant de nationalité Congolaise

notifiée à l'intéressé le 06 Mars 2021 à 11h20 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 07 Mars 2021 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 07 Mars 2021 à 19h52 tendant à la prolongation de la rétention de M. X se disant [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de **vingt-huit jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de M. LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES ;

M. X se disant [REDACTED], présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat choisi, Me HERRERA Yann du barreau de BORDEAUX.

Maître HERRERA Yann, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il ne pourra pas assister l'intéressé (PV de diligences).

Maître Victor TELES, avocat désigné par le bâtonnier, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

X se disant [REDACTED] **déclare** : Je ne comprends pas trop la situation. Personnellement moi je me retrouve dans une situation où tout est allé trop vite pour moi. Je suis arrivé dans ce pays j'avais 9 ans j'ai été adopté. Mon beau-père et ma belle-mère devaient faire les démarches pour nous régulariser. On s'est rendu compte que ce n'était pas le cas. En 2006 j'ai eu les papiers de réfugiés. Je me suis après retrouvé dans des difficultés. A 16 ans je me suis retrouvé à la rue car je ne m'entendais pas avec ma belle mère et mon beau père. Pour me sentir protéger je me suis retrouvé dans la délinquance. C'est pour cela que je me retrouve là. J'avais l'autorisation malgré tout de rester bien que mon titre de séjour m'ait été retiré. La notification de février 2019 je ne savais pas. J'étais dans la ville de Bayonne, j'avais tous les témoins et documents nécessaires pour refaire mon titre de séjour, j'ai été voir la CIMADE. En allant voir mon fils le matin les policiers nous ont contrôlés. Je ne veux pas reprocher quoique ce soit aux policiers. Personne n'est au dessus des lois. Je ne veux pas pointer du doigt ni la justice ni la police. Je suis arrivé à Bayonne à 10 h58. Les policiers étaient sur les quais depuis 20 minutes. Pour contrôler les policiers viennent directement vers vous. Là les policiers ont attendu que le train arrive en gare, j'arrive pas à le digérer. Ils étaient en train de discuter et de fumer leur cigarette.

J'ai fait un recours contre la décision du 6 mars 2021 qui a demandé mon éloignement. Le tribunal administratif n'a pas encore statué.

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

Sur le délai de retenue, il ne peut excéder 24 heures après le début du contrôle. Hors il a été mis fin à cette mesure au delà de 24 heures (5 minutes en plus).

Mention : Maître TELES ne soutient pas le moyen sur le lieu de placement.

L'avocat du retenu est entendu en ses observations sur le fond :

Sur les diligences : il y a eu confusion entre le Congo Brazzaville et la République démocratique du Congo dans la démarche de la préfecture. Le document adressé à l'ambassadeur le démontre en bas du document, c'est l'adresse du Congo Brazzaville. Aucune preuve n'établit que le document a été envoyé par l'UCI.

X se disant [REDACTED] **déclare** : Si on m'autorise à rester dans ce pays je ferai les démarches nécessaires pour y rester. C'est la seule chose que je peux demander.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Le préfet des Pyrénées-Atlantique sollicite la prolongation de la rétention de M. [REDACTED] en indiquant avoir saisi les autorités congolaises d'une demande de laissez-passer consulaire.

L'avocat de M. [REDACTED] soutient que la preuve de la transmission de la saisine aux autorités consulaires de la République Démocratique du Congo n'est pas rapportée alors que seul un mail à l'UCI est produit est que l'adresse figurant sur le courrier de saisine correspond à l'ambassade du Congo Brazzaville.

Selon l'article L. 554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : "Un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet."

En l'espèce, l'administration préfectorale justifie avoir transmis à la DCPAF UCI, service administratif français, un courrier de saisine de l'ambassade du Congo en vue de la délivrance d'un laissez-passer consulaire pour M. [REDACTED].

Cependant, il n'est nullement justifié de l'envoi de ce courrier aux autorités consulaires étrangères compétentes.

Ainsi, l'administration ne rapporte-t-elle pas la preuve d'avoir réalisé dès le placement en rétention de M. [REDACTED] les diligences nécessaires en vue d'exécuter la mesure d'éloignement. (Civ. 1^{ère} 13 juin 2019, n°18-16802)

Au surplus, le courrier de saisine est adressé à l'ambassade du Congo à Paris, 37 bis rue Paul Valéry 75016 PARIS, ce qui correspond à l'ambassade du Congo Brazzaville alors que M. Guélor ONONDO se déclare ressortissant de la République Démocratique du Congo dont l'ambassade se trouve 32 cours Albert 1^{er} 75008 Paris.

En conséquence, et sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens soulevés, la requête du préfet en prolongation de la rétention sera rejetée.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de M. LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que M. X se disant [REDACTED] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS M. X se disant [REDACTED] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 09 Mars 2021 à 11 h 57.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 09 Mars 2021 :

L'intéressé,



L'avocat du retenu,

par courriel

Le représentant du préfet,

par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 09 Mars 2021 à 12 h 00,

Le greffier,



Nous,

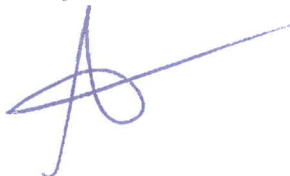
Le procureur de la République,

, déclarons ne pas interjeter appel de la présente décision,



Constatons que le 09 Mars 2021 à 12 h 16, le procureur de la République n'a pas interjeté appel de la présente décision,

Le greffier,



Victor TELES

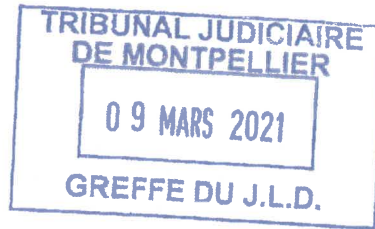
Avocat

06 83 91 34 82

Victor.teles@outlook.fr

5 rue Henri GUINIER

34000 MONTPELLIER



**Affaire : 21015 ONONDO / Préfecture des
PYRENEES ATLANTIQUES**

Audience JLD 09.03.21 9h30

CONCLUSIONS RECAPITULATIVES

POUR :

**Monsieur ~~ONONDO~~ né le 16 octobre 1984 à KINSHASA (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO) retenu actuellement au CRA de Sète**

**Ayant pour Avocat Maître Victor TELES, Avocat au Barreau de Montpellier, 5 rue
Henri Guinier, 34 000 MONTPELLIER**

CONTRE :

La Préfecture des PYRENEES ATLANTIQUES

I. FAIT ET PROCEDURE

M. [REDACTED] est entré en France en 1993, alors âgé de 9 ans.

Il a un fils handicapé âgé de 15 ans .

Il a bénéficié d'un statut de réfugié OFPRA retiré le 9 mars 2019.

Le 5 mars 2021, à 11h15, il est interpellé en gare de Bayonne.

Il devait se rendre en gare de Bordeaux pour voir son fils.

Il est déplacé en gare d'Hendaye à 12h22 et est conduit dans les locaux de la SPAF Hendaye. Il serait arrivé dans les locaux à 12h30.

Il a fait l'objet d'une Obligation de quitter le territoire français sans délai et fixant le pays de renvoi en date du 6 mars 2021.

Notifiée le 6 mars 2021 à 11h05.

Fin de la mesure de rétention le 6 mars 2021 à 11h20.

II. DISCUSSION

IN LIMINE LITIS :

II.1. SUR LE DELAI DE RETENUE

L'article L. 611-1-1 du CESEDA dispose que :

« (...) La retenue ne peut excéder vingt-quatre heures à compter du début du contrôle mentionné au premier alinéa du présent I. Le procureur de la République peut mettre fin à la retenue à tout moment (...) »

M. [REDACTED] a été interpellé en gare de BAYONNE le 5 mars 2021 à 11h15.

L'an deux mille vingt et un, le cinq mars
A onze heures quinze

NOUS, Stéphanie HAGONDOKOFF
Brigadier Chef de Police
En fonction à PARIS10

Agent de Police Judiciaire en résidence à PARIS10

«--Disons à onze heures quinze minutes, en gare de Bayonne (64) voie « C », procéder au contrôle d'identité du nommé OKITANA Guélor né le 16/10/1984 au Congo RDC, sans domicile déclaré.--

Il n'a été mis fin à la mesure de retenue que le 6 mars 2021 à 11h20.

Le délai de 24h a donc été méconnu.

Il a donc été retenu sans fondement légal.

Il sera procédé à la remise en liberté de M. [REDACTED]

II.2. SUR LE LIEU DE PLACEMENT

La préfecture doit justifier du lieu de placement éloigné de ses proches, ce qui complique l'exercice de ses droits (visite, affaires personnelles...)

CA de Montpellier n° 2016-335 du 12.12.16 : « l'absence de motivation du choix d'un centre de rétention si éloigné de son domicile lui a causé grief et entache en conséquence d'irrégularité la procédure ».

M. [REDACTED] est retenue à 520 km de BAYONNE sans qu'aucune explication ne soit donnée.

Il souhaitait voir son fils quelques instants pour son passage à Bordeaux avant d'aller chez sa tante.

L'absence de motivation du choix du centre de rétention de Sète, à 530 km de son domicile déclaré lui a donc nécessairement causé grief et entache d'irrégularité la procédure.

II.3. SUR L'ABSENCE DE DILIGENCES SUFFISANTES

En droit, l'article L. 554-1 du CESEDA dispose que :

« Un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet.

L'étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention au titre du 1° bis du I de l'article L. 561-2 que pour le temps strictement nécessaire à la détermination de l'Etat responsable de l'examen de sa demande d'asile et, le cas échéant, à l'exécution d'une décision de transfert. Lorsqu'un Etat requis a refusé de prendre en charge ou de reprendre en charge l'étranger, il est immédiatement mis fin à la rétention de ce dernier, sauf si une demande de réexamen est adressée à cet Etat dans les plus brefs délais ou si un autre Etat peut être requis. En cas d'accord d'un Etat requis, la décision de transfert est notifiée à l'étranger dans les plus brefs délais. »

Ainsi, si les diligences de l'administration sont insuffisantes, le Juge des libertés et de la détention, saisi en application de l'article L.552-7 du CESEDA, ne peut prolonger la rétention.

En l'espèce, M. le Préfet soutient qu'il aurait procédé à une demande de laisser passer consulaire.

Or le seul document visé dans la procédure est un mail du 7 mars 2021 à 19h28 adressé à DCPAF-UCI@interieur.gouv.fr

Alors que l'UCI n'est pas destinataire des demandes de LPC pour les ressortissants de la République Démocratique du Congo : (NOR : INTV1900170J)

1.1.1. Pays transférés

Parmi ses missions, l'unité centrale d'identification du pôle central éloignement de la DCPAF est notamment chargée de la centralisation des demandes de laissez-passer consulaire adressées aux pays suivants :

- | | |
|---|--------------------------------------|
| - Albanie | - Guinée |
| - Angola | - Inde |
| - Arménie (poste consulaire de Paris) | - Mali |
| - Bosnie-Herzégovine | - Mauritanie |
| - Cameroun (poste consulaire de Paris) | - Moldavie |
| - République populaire de Chine (section consulaire de Paris) | - Mongolie |
| - Union des Comores | - Nigéria |
| - Cap-Vert | - Pakistan |
| - Congo-Brazzaville | - République démocratique du Congo |
| - Géorgie | - Sénégal (consulat général à Paris) |
| | - Soudan |

Et que, d'autre part, la Préfecture ne produit pas de document de nature à établir la réalité de l'envoi de ces éléments par l'UCI.

« Si l'administration justifie avoir adressé par mail le 26 juillet 2020, soit le lendemain de son placement en rétention, à l'Unité Centrale d'Identification (UCI) de la Direction Centrale de la Police aux Frontières (DCPAF) les éléments d'identification nécessaires à la prise de rendez-vous avec les autorités albanaises en vue de la délivrance d'un laissez-passer, elle ne produit aucun document de nature à établir la réalité de l'envoi de ces éléments par l'UCI dépendant de ses propres services à l'ambassade d'Albanie à PARIS qui est désignée comme l'autorité requise dans la demande de réadmission jointe à ce mail, ni a fortiori d'un tel envoi dans un format lisible, ce qui n'est que partiellement le cas de la lettre à l'intention du chargé des affaires consulaires et de l'audition de l'étranger joints à ce mail et pas du tout le cas de la dernière pièce jointe semblant correspondre à l'arrêté préfectoral portant obligation de quitter le territoire français dont aucun exemplaire entièrement lisible n'a jamais été produit dans le cadre de l'actuelle instance. » (CA Toulouse, 30 juillet 2020, n° 20/00473).

Les diligences effectuées depuis l'interpellation de M. [REDACTED], le 5 mars 2021 à 11h15 ont donc été insuffisantes.

Dès lors, en l'absence de diligences suffisantes de la part du Préfet des PYRENEES ATLANTIQUES, sa requête sera rejetée.

Il sera procédé à la remise en liberté de M. [REDACTED]

PAR CES MOTIFS

Il est demandé au Juge des Libertés et de la Détention de :

- **REJETER** la requête de M. Le Préfet des PYRENEES ORIENTALES
- **ORDONNER** la remise en liberté de M. [REDACTED]

A Montpellier,
Le 8 mars 2021
Me Victor TELES

Pièces visées à l'appui de la requête :

Néant
